

Présidentielle : le

Dans le programme de chaque candidat à la présidence de la République (1), il y a une place pour le sport. Mais, crise économique oblige, l'heure est plus à la retenue qu'aux promesses et force est de constater que le sport n'est pas devenu un enjeu de cette campagne.



(1) Les états-majors des candidats crédités de moins de 5 % d'intentions de vote n'ont pas été contactés ; et notre article ne tient pas compte des déclarations intervenues après le 20 mars 2012.

L'ESSENTIEL

Chez ceux que les sondages donnent comme les cinq « principaux » prétendants à la fonction suprême – Nicolas Sarkozy, François Hollande, Marine Le Pen, François Bayrou et Jean-Luc Mélenchon – le sport est parfois loin d'être une priorité. Certains ont programmé un discours dédié, d'autres des forums participatifs... et tous ont un porte-parole qui, en « expert » et parfois même « candidat-ministre », a planché sur des propositions utiles, finançables et réalistes. Avec plus ou moins d'efficacité.

Puisque les priorités nationales sont résolument ailleurs, il n'est pas sûr que chacun ait l'opportunité d'entendre les candidats à l'élection présidentielle présenter leurs ambitions en matière de politique sportive d'ici aux 22 avril et 6 juin prochains. L'économie d'abord ! D'ailleurs, hormis au Front de Gauche, les représentants « experts » des présidentiables prennent généralement soin d'émettre des propositions « sous réserve », conditionnées par les capacités budgétaires de l'État. Logique. Ou alors ils envisagent d'emblée l'augmentation des ressources extra-budgétaires, comme celle du CNDS... voire ambitionnent le simple maintien des financements actuels. Pas de programme sportif très « ambitieux » donc, à la clé. Pas – ou peu – de concret et de chiffré non plus. Mais quelques déclarations de bonnes intentions qui, parfois, d'un bout à l'autre de l'échiquier politique, se font écho. Tour d'horizon avec les responsables « sport » des équipes de campagne de Nicolas Sarkozy, François Hollande, Marine Le Pen, François Bayrou et Jean-Luc Mélenchon.

Les chiffres du sport en France

- 33,9 Md€ de dépenses sportives en France en 2008 (16,8 Md€ pour les ménages, 10,6 pour les collectivités, 3,3 pour les entreprises et 3,2 pour l'État).
- 271,4 M€ de budget pour le CNDS (Centre national pour le développement du sport, 2011).
- Près de 120 000 salariés dans l'ensemble du secteur sport pour l'année (2009).
- 30 millions de pratiquants réguliers (au moins une fois par semaine, 2010).
- 17 millions de licences et autres titres de participation (2009).
- 259 000 équipements sportifs (hors sites et espaces des sports de nature, 2010).
- 7 200 « sportifs de haut niveau » et 7 500 « espoirs ».

Source : Les chiffres clés du sport 2010, MS, décembre 2011.

sport n'y est pas

Soazig de la Moissonnière

François Bayrou (Mouvement démocrate)



C'est au chapitre « Instruire » du programme de François Bayrou que figurent les propositions sportives suivantes : défendre le principe européen du fair-play financier (on ne dépense pas plus que ce que l'on gagne) et réguler les salaires des sportifs ; renforcer les contrôles antidopage grâce à l'intervention de médecins indépendants ; reconnaître le travail effectué par les fédérations sportives et améliorer leurs relations avec l'Éducation nationale ; encourager le sport à l'école dans le cadre du réaménagement des rythmes scolaires ; préserver le système français et européen de passerelles entre le sport amateur et le sport professionnel. « Rien d'original, mais des propositions essentielles », confie Jean-Luc Benhamias, député européen, Vert écologiste transféré dans l'équipe orange du Modem, où doit le rejoindre un coach plus sportif : Aimé Jacquet. « Et si François Bayrou était élu, je serais certainement candidat pour mettre en œuvre ces mesures », avance-t-il, avant de détailler notamment « une augmentation de 0,1 à 0,2 % de la part FDJ du CNDS, pour soutenir le sport amateur et peut-être suppléer l'État ». En effet, selon lui, « maintenir le budget actuel du sport serait déjà bien » !

© Marie-Lan Nguyen

François Hollande (Parti socialiste)



Valérie Fourneyron, députée-maire PS de Rouen et responsable du pôle sport de la campagne de François Hollande le promet : dans la droite ligne du discours de Créteil, prononcé le 11 février en présence de quelques sportifs de haut niveau, les socialistes souhaitent « la fin du mépris et la prise en compte du sport dans le projet de la nation et la politique publique nationale ». Et de décliner quelques mesures phares : un ministère des Sports de plein exercice et des services déconcentrés reliés à l'éducation et non plus à la cohésion sociale, la déclinaison régionale de l'Assemblée du sport (« une bonne idée au départ »), une nouvelle loi-cadre de modernisation après celle de 1984 revue en 2000, 100 millions d'euros de ressources extra-budgétaires en plus pour le CNDS afin, notamment, de doubler son fonds emploi, dédier une partie des « emplois d'avenir » aux associations sportives, créer un Institut national du loisir sportif, lieu d'expertise pendant de l'Insep pour la formation, les équipements, l'expertise de l'État... « Nous voulons suivre trois pistes, précise Valérie Fourneyron à la veille de l'annonce des « 30 engagements » de François Hollande pour le sport : l'excellence sportive, le sport santé et l'éducation par le sport. »

Marine Le Pen (Front national)



Kenji-Baptiste Oikawa

Il n'est peut-être pas présent noir sur blanc dans le programme de Marine Le Pen, mais le sport fait bel et bien partie des préoccupations du Front national. En tout cas, Éric Domard, membre du bureau politique du FN, directeur de sa communication interne, directeur de cabinet et conseiller sport est là pour l'évoquer : « Nous, nous ne nous livrons pas à une bataille de chiffres sur ce sujet comme sur d'autres, car ce qui est possible et ce qui est nécessaire ne peut être tranché qu'après un audit des finances publiques ». Et d'égrainer des mesures définies selon « deux axes, le sport professionnel et le sport amateur ». Côté sport pro, Marine Le Pen profiterait de la renégociation du traité européen pour revenir sur l'arrêt Bosnan (la fin de la limitation à trois joueurs étrangers de l'UE dans une équipe de club) et plafonner le budget que les clubs consacrent à leur masse salariale ; elle imposerait 50 % d'investissements nationaux dans le capital des clubs et contrôlerait mieux la provenance des fonds ; elle lutterait contre le paiement des images sportives et imposerait, dans les appels d'offres, l'obligation de diffusion gratuite des grands événements et, enfin, elle taxerait davantage (+ 3 % ?) les transferts de joueurs professionnels pour mieux financer le sport amateur. « C'est ainsi que le sport amateur bénéficierait de davantage d'infrastructures facilitant le sport pour tous », explique Éric Domard, tout en se disant, par ailleurs, ouvert au dialogue avec les acteurs du sport, « à condition qu'il en sorte quelque chose ».

« Programmes présidentiels » pour le CNOSF et l'Apels

Le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) invite les candidats à la présidence de la République à s'engager formellement sur cinq objectifs (eux-mêmes déclinés en douze propositions) :

- favoriser le développement d'un sport accessible à tous et promouvoir la pratique en club ;
- améliorer la performance de nos sportifs de haut niveau et accueillir les plus grands événements sportifs internationaux, notamment les Jeux olympiques ;
- intégrer l'offre sportive dans l'aménagement du territoire ;
- renforcer le sport associatif comme vecteur d'éducation et de cohésion sociale ;

- fixer une politique ambitieuse de sport-santé et bien-être comme enjeu de société.

D'après nos informations et à l'heure où nous bouclons ce numéro, les états-majors des candidats n'ont pas tous pris connaissance de ces propositions.

Quant à l'Agence pour l'éducation par le sport (Apels), elle a retenu, suite à une grande consultation nationale en partenariat avec le journal *Le Monde*, six propositions prioritaires :

- placer l'école au centre des politiques sportives, éducatives et sociales et renforcer le sport dès le primaire ;

- constituer un fonds de dotation « Éducation par le sport » ;
- placer la santé publique au cœur des pratiques sportives dans les territoires ;
- mettre en place un projet d'éducation par le sport dans chaque fédération sportive ayant une délégation de service public ;
- promouvoir les bonnes pratiques d'éducation par le sport ;
- constituer un corps de 5 000 éducateurs-médiateurs, par recrutement ou labellisation, financé par l'État, les collectivités, le secteur privé ou le fonds de dotation.

Pour en savoir plus : « Faire du sport un enjeu pour la France », sur <http://franceolympique.com> - www.apels.org



Place Au Peuple

Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche)

« La dette est une question générale qui doit se résoudre par la création d'un pôle public bancaire. Nous, nous sommes pour une relance par l'argent public ! » Ce postulat, rappelé par Nicolas Bonnet, responsable de la commission sport du PCF, explique à lui seul la teneur du programme sport du Front de gauche. Un programme copieux, ambitieux, présenté – fait unique – dans un document dédié de onze pages, intitulé « Une nouvelle ambition pour le sport français, l'humain d'abord ».

Au menu : le retour du Cnaps (Conseil national des APS, en lieu et place de la Conférence nationale du sport) et des Creps (un par région) ; le financement de grands équipements par l'argent public en les complétant par des équipements dédiés au sport pour tous ; un nouvelle loi-cadre pour faire du sport un droit pour tous, y compris les inorganisés ; un pacte avec les fédérations afin qu'elles placent sur un pied d'égalité le sport pro et de haut niveau, le sport-santé et le sport pour tous... « Le sport ne peut se diluer dans rien, poursuit Nicolas Bonnet. Il nécessite un ministère de plein exercice et davantage de moyens, que nous évaluons à 1 % du budget de l'État ! » Plus de six fois et demie le montant actuel donc, pour recruter, notamment 2 000 professeurs d'EPS, et mettre en œuvre une pléiade de mesures très détaillées qui, pour partie, reviennent sur « des acquis détruits ».



Ricardo Stuckert/ABR

Nicolas Sarkozy (Union pour un mouvement populaire)

Le projet de Nicolas Sarkozy s'appuie sur l'action du Gouvernement ces cinq dernières années. « Dans un contexte de crise économique, les crédits dédiés au sport ont augmenté de 16 %. Ils ont autant bénéficié au développement de la pratique sportive (30 000 associations et 1 000 équipements de proximité aidés chaque année) qu'au sport de haut niveau (200 millions d'euros investis dans l'Insep) et au rayonnement international de la France (Mondiaux de patinage 2012, Euro 2016, Mondiaux handball 2017, Ryder Cup 2018) » souligne David Douillet qui ajoute « Des réformes structurantes ont été mises en œuvre :

pénalisation de la détention des produits dopants et de la corruption sportive, retraite des sportifs de haut niveau, conférence nationale du sport, lancement des nouveaux stades Euro 2016 et des équipements olympiques (stade aquatique d'Aubervilliers, vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines...) ». Le candidat a transmis au CNOSF ses propositions pour le sport indiquant qu'il était attaché à ce que le sport reste un enjeu politique à part entière, qui ne se résume pas à sa seule dimension éducative ou sociale. L'existence d'un ministère des Sports constitue la garantie que l'État ne se désengagera pas de son soutien au mouvement sportif. Il met également en avant l'engagement à élaborer une loi-cadre sur le sport, qui permettra de faire avancer les grandes priorités du sport français. Elle donnera tout particulièrement l'occasion de redéfinir les responsabilités entre l'État et le mouvement sportif, l'attachement à ce que le sport reste un enjeu politique à part entière, qui ne se résume pas à sa seule dimension éducative ou sociale, un plan « 10 000 jeunes bénévoles futurs dirigeants d'associations sportives », une prolongation et un renforcement du programme « Cours le matin, sport l'après-midi » Concernant le budget, « l'objectif est de préserver durant les cinq prochaines années les ressources actuelles tout en optimisant leur utilisation. Il ne faut pas nourrir de fausses illusions, y compris au sujet d'une taxation du sport professionnel (les droits TV du football sont en baisse) » prévient David Douillet.